

OFFICE DE TOURISME DES PYRENEES ARIEGEOISES

SIEGE SOCIAL : 6 AVENUE DELCASSE -09110- AX LES THERMES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



COMMISSAIRE AUX COMPTES

RUE VICTOR HUGO

09000 FOIX

05.34.09.88.99
secar@groupesecar.fr

SOMMAIRE

PAGES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024	01
---	-----------

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024 :

<i>. BILAN ACTIF</i>	<i>05</i>
<i>. BILAN PASSIF.....</i>	<i>05</i>
<i>. COMPTE DE RESULTAT</i>	<i>06</i>
<i>. ANNEXE</i>	<i>07</i>

OFFICE DE TOURISME DES PYRENEES ARIEGEOISES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Aux Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**OFFICE DE TOURISME DES PYRÉNÉES ARIÉGEISES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association et nous avons constaté la correcte application du nouveau règlement ANC 2018-06 constitutif d'un changement de méthode d'évaluation et de présentation. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Foix, le 06 Juin 2025

Pour la SECAR,
Commissaire aux Comptes

C. PINTO,
Commissaire aux comptes - associé

Actif		Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
		Montant brut	Amort ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	13 299	12 958	340	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	13 299	12 958	340	
	Terrains				
	Constructions				
	Inst techniques, mat.out.industriels	169 426	145 962	23 463	
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL	169 426	145 962	23 463	14 008	
Actif circulant	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	1 200		1 200	
	TOTAL	1 200		1 200	
	Stocks et en cours	183 925	158 921	25 003	
	Total I	12 272		12 272	
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	277		277	
	Créances reçues par legs ou donations				
Autres	126 937		126 937		
TOTAL	127 214		127 214	290 882	
Renvois	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	465 500		465 500	
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	16 354		16 354	
	Total III	621 342		621 342	
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	805 267	158 921	646 345	634 714
	(1) Dont droit au bail				
(2) Part à moins d'un an (bout des immobilisations financières					
(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif					Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise					
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires				274 991	334 410
	Fonds propres avec droit de reprise					
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	Écarts de réévaluation					
Fonds propres	Réserves					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projet de l'entité					
	Autres					
	Report à nouveau					
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)				3 772	-59 419
	Situation nette (sous-total)				278 763	274 991
	Fonds propres consommables					
	Subventions d'investissement				30 293	18 322
	Provisions réglementées					
	Total II				309 057	293 313
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs					
	Avances conditionnées				Total I bis	
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations					
	Fonds dédiés					
Provisions	Provisions pour risques				Total III	
	Provisions pour charges				172 288	157 601
					172 288	157 601
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés					
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾					
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾				30 259	41 437
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés					
	Dettes des legs ou donations				112 324	117 226
	Dettes fiscales et sociales					
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				20 376	24 959
	Autres dettes					
	Instruments de trésorerie					
	Produits constatés d'avance				2 040	176
	Total IV				165 000	183 800
	Écart de conversion Passif V					
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)				646 345	634 714
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs					

Compte de résultat

	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	15 300
	Ventes de biens et services	
	Ventes de biens	35 502
	dont ventes de dons en nature	
	Ventes de prestations de service	74 825
	dont parallélogrammes	
	Produits de tiers financeurs	
	Concours publics et subventions d'exploitation	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	988 347
	Ressources liées à la générosité du public	
Charges d'exploitation	Dons manuels	
	Mécénats	
	Legs, donations et assurances-vie	
	Contributions financières	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	41 169
	Utilisations des fonds dédiés	
	Autres produits	142
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 155 287
	Achats de marchandises	14 383
	Variation de stocks	3 579
Charges d'exploitation	Autres achats et charges externes (I)	284 148
	Aides financières	
	Impôts, taxes et versements assimilés	51 440
	Salaires et traitements	671 786
	Charges sociales	171 464
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 732
	Dotations aux provisions	8 851
	Reports en fonds dédiés	
	Autres charges	3 498
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 214 884
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-59 597

Édité à partir de Loop VS.30.6

Compte de résultat

	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	
Charges financières	Autres intérêts et produits assimilés	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	
	Différences positives de change	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	Intérêts et charges assimilés	
	Différences négatives de change	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	
	2. Résultat financier (III-IV)	
	3. Résultat courant avant impôt (I-II-III-IV)	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	
	Sur opérations en capital	
Charges exceptionnelles	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	
	Sur opérations de gestion	
	Sur opérations en capital	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	
	Participation des salariés aux résultats	
	Impôts sur les bénéfices	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VII	
	Total des produits (I + III + V)	
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	
	Évaluation des contributions volontaires en nature	
Contributions volontaires en nature	Dons en nature	
	Prestations en nature	
	Bénévolat	
	Total	
Charges des contributions volontaires en nature	Secours en nature	
	Mises à disposition gratuite de biens	
	Prestations en nature	
	Personnel bénévole	
	Total	

Édité à partir de Loop VS.30.6

1. Faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Evénements principaux

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

1.2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2014-03 de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Informations relatives au bilan

2.1. Actif

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.2. Immobilisations corporelles

2.1.2.1. Principaux mouvements de l'exercice

	Augmentations		Diminutions	
	Réévaluation	Acquisition Apports Virements	Virements poste à poste	Cessions rebus
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-	6 034	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	9 867	-	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-

2.1.3. Stocks

2.1.3.1. Stocks de produits achetés

Les Stocks sont valorisés selon le dernier prix d'achat.

2.1.4. Produits à recevoir

Libellés	Montant
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	278
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Etat	-
Divers	124 220
TOTAL	124 498

2.2.3. Dettes financières et autres dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine	-	-	-	-
- A + d'1 à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières Divers	-	-	-	-
Fournisseur et comptes rattachés	30 259	30 259	-	-
Personnel et comptes rattachés	57 510	57 510	-	-
Sécurité sociales et autres organismes	44 853	44 853	-	-
Impôts sur les bénéfices	9	9	-	-
TVA	678	678	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	9 702	9 702	-	-
Dettes sur immobilisation Et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	3 020	3 020	-	-
Dettes titres empruntés ou rem. Garant	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	2 041	2 041	-	-
TOTAL	148 073	148 073	-	-

2.2.4. Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	57 510
Charges sociales provisionnées	14 137
Charges fiscales provisionnées	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	20 606
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	3 085
Autres charges fiscales	3 832
Divers	-
TOTAL	99 170

3. Informations relatives au compte de résultat

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	23 525	-	23 525
Production vendues : - Biens - Services	- 73 303	- -	- 73 303
Chiffre d'affaires net	96 828	-	96 828

4. Autres informations

4.1. Provisions pour indemnités de départ en retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	172 288	-	172 288
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	-	-	-
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite	-	-	-

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC.

Le taux d'actualisation utilisé est de : 3.40%

Taux de charges sociales : 35% cadres et 27% non-cadres

Taux d'évolution des salaires : 1%

5. Tableau de suivi des fonds dédiés

Il n'y a plus de fonds dédiés à ce jour

6. Mise à disposition gratuite

La Communauté de Communes de la Haute-Ariège, les mairies d'Ax-les-Thermes, Les Cabannes, Tarascon-sur-Ariège, Quérigut et Le Pla ont mis à la disposition de l'Office des moyens pour assurer son fonctionnement.

Il s'agit des :

- Locaux situés à Luzenac, Ax-les-Thermes, Bonascre, Les Cabannes, Tarascon-sur-Ariège et Quérigut ;
- Fournitures d'électricité et d'eau.

Le montant de cette aide est estimé à 27 000 euros.

OFFICE DE TOURISME DES PYRENEES ARIEGEOISES

SIEGE SOCIAL : 6 AVENUE DELCASSE -09110- AX LES THERMES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



COMMISSAIRE AUX COMPTES

RUE VICTOR HUGO

09000 FOIX

05.34.09.88.99
secar@groupesecar.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

CONVENTIONS PASSES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

PRESTATIONS GRATUITES EFFECTUEES PAR LA COMMUNAUTE DES COMMUNES DE LA HAUTE-ARIEGE ET DES COMMUNES D'AX LES THERMES, DE LES CABANNES, DE TARASCON SUR ARIEGE ET DE QUERIGUT

Nature et Objet : Mise à disposition de l'association de locaux à AX, LUZENAC, BONASCRE, LES CABANNES, TARASCON SUR ARIEGE ET QUERIGUT. Non refacturation des coûts d'électricité, de téléphone, de télécopie et de photocopies.

Evaluation de ces prestations 27 000 €

SERVICE PUBLIC D'ACCUEIL ET D'INFORMATION DANS L'INTERET DU TOURISME LOCAL

Nature et Objet : La communauté des Communes de la Haute-Ariège a confié à l'Office de Tourisme la charge d'assurer les services publics d'accueil et d'information dans l'intérêt du tourisme local.

Montant perçu en 2024 773 717 €

**SERVICE PUBLIC D'ACCUEIL ET
D'INFORMATION DANS L'INTERET DU
TOURISME LOCAL**

Nature et Objet : La communauté des Communes du Pays de Tarascon a confié à l'Office de Tourisme la charge d'assurer les services publics d'accueil et d'information dans l'intérêt du tourisme local.

Montant perçu en 2024 172 716 €

Telles sont les conventions sur lesquelles vous avez à statuer.

Foix, le 06 Juin 2024.

Pour la SECAR,
Commissaire aux Comptes,



C. PINTO
Commissaire aux comptes - Associé